

*Questions orales*

protection, et de toute première importance, l'amélioration et l'augmentation de l'effort scientifique vis-à-vis la morue du Nord.

Est-ce que le gouvernement est prêt à agir immédiatement, pas l'automne prochain ou l'année prochaine, mais immédiatement sur ces recommandations du rapport Harris?

• (1440)

[Traduction]

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, depuis vendredi dernier, samedi et dimanche compris, et jusqu'à demain, alors que je me joindrai à lui, le ministre des Pêches et des Océans discute avec des membres de l'industrie, des représentants syndicaux et les représentants des gouvernements provinciaux. Il les informe des mesures que nous nous proposons de prendre. Et au cours des prochains jours, il annoncera les mesures précises que le gouvernement doit prendre au sujet des recommandations du rapport Harris.

Je pense que tout député honnête appuiera ces mesures et conviendra qu'elles devraient beaucoup aider à régler le problème. Elles prévoient sûrement l'augmentation considérable des installations ainsi que des activités et des fonds pour la recherche scientifique au large de la côte est du Canada.

[Français]

**M. Fernand Robichaud (Beauséjour):** Monsieur le Président, on entend encore toutes sortes de mots, de grands mots qui nous disent peu, en fait. On dit qu'on fait encore de la consultation, mais pourtant, le gouvernement sait depuis longtemps qu'il y a une crise dans l'Atlantique, même si le premier ministre l'a nié.

Tous les intervenants en matière de pêche s'entendent pour que le gouvernement prenne une action tout de suite, qu'il fasse quelque chose!

**M. Masse:** Des mots mensongers!

**M. Robichaud:** Alors pourquoi le ministre hésite-t-il à nous dire aujourd'hui même ce qu'ils sont prêts à faire? Pourquoi hésitent-ils à mentionner le programme d'aide d'un milliard de dollars qu'on a promis aux pêcheurs? Où est-il ce programme?

**Des voix:** Bravo!

[Traduction]

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je constate que le député manque de logique dans sa façon d'envisager le problème.

Le rapport Harris a été rendu public vendredi dernier. Nous sommes aujourd'hui lundi. Si le gouvernement agissait maintenant, sans consulter les premiers ministres des provinces, les ministres des pêches, l'industrie et les syndicats, l'opposition serait scandalisée et furieuse, et bien sûr les médias en parleraient.

Nous avons besoin d'un ou deux jours pour informer tous les intervenants des mesures que nous avons décidé de prendre et du programme que nous présenterons. Ces mesures seront annoncées dans quelques jours. C'est l'élémentaire politesse de donner à nos interlocuteurs des quatre provinces de l'Atlantique l'occasion de réagir à nos propositions. Ensuite, nous les rendrons publiques.

Si nous n'agissions pas ainsi, le député dirait que nous ne consultons pas les provinces.

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre du Commerce extérieur.

Alors qu'il y a crise dans le secteur de la pêche dans l'Atlantique, le gouvernement refuse tout simplement de débloquer des crédits afin de sauver les localités concernées. On parle beaucoup d'une somme de 130 millions de dollars, mais nous savons tous qu'il s'agissait là de crédits qui étaient déjà destinés à la région de l'Atlantique.

Nous avons également appris tout juste aujourd'hui que le gouvernement n'allait pas réduire le total des prises admissibles, afin de conserver nos ressources halieutiques. Il ne veut pas prendre de mesures unilatérales afin d'affirmer sa compétence sur les extrémités du Grand Banc. Nous nous demandons quelle suites le gouvernement va donner au rapport Harris.

Permettez-moi de poser au ministre une question au sujet d'une autre recommandation contenue dans le rapport Harris, et d'autres rapports, qui laisse entendre que les localités touchées devraient se partager le fardeau des difficultés éprouvées par la région de l'Atlantique et qu'il faut, pour ce faire, établir des quotas par localité dans le secteur de la pêche.

La société National Sea a fermé ses portes à Canso et tente de déplacer ses chalutiers ailleurs. Le ministre est-il prêt à revenir sur sa décision de ne pas établir des quotas par localité, étant donné l'appui que la proposi-